

# **Discours de vœux aux forces vives**

*A Paris, le 24 janvier 2017*

Mesdames, Messieurs les députés et les sénateurs,

Mesdames, Messieurs les maires et leurs adjoints,

Monsieur le Haut-Commissaire à l'engagement, président de l'agence du service civique,

Monsieur le chef de corps de l'Inspection générale jeunesse et sports,

Madame la Directrice des Sports,

Monsieur le Commissaire général à l'égalité des territoires,

Monsieur le Directeur interministériel à la jeunesse, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative,

Mesdames, Messieurs les présidents et directeurs d'agences et des offices (Centre national de développement du sport, ANRU, EPIDE EPARECA, Erasmus+, OFAJ et OFQJ),

Monsieur le directeur de l'Insep,

Messieurs les co-Présidents de Paris 2024,

Monsieur le Président du CNOSF,

Madame la Présidente du CPSF,

Monsieur le Président du mouvement associatif,

Monsieur le Président du CNAJEP,

Mesdames et messieurs les parrains de « la France s'engage »,  
Mesdames, Messieurs les Présidents de fédérations,

Mesdames, Messieurs les Présidents d'association,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

2017 sera une année importante.

Pour la France, pour les Français, pour chacun de nous.

Nous serons appelés à nous exprimer sur ce que nous voulons,  
pour nous-mêmes et pour notre pays, dans un contexte qui mérite  
– ce n'est pas toujours le cas – le qualificatif d'historique.

Deux faits politiques majeurs caractérisent cette période.

Le premier est la remise en cause de notre modernité par le  
fondamentalisme religieux.

Une véritable bataille culturelle est à l'œuvre, insidieuse, qui  
passe par les relations de proximité comme par les réseaux  
sociaux.

Mais ce travail d'influence a aussi débouché sur des actes d'une violence inédite.

Jamais nous n'avions été attaqués de la sorte, en raison même de ce que nous sommes, de ce que nous représentons.

Nous avons été attaqués car notre culture, notre mode de vie, notre humanisme, sont insupportables à nos assaillants.

Face à cela, nous avons besoin de nous protéger. La réponse régalienne incarnée par Manuel Valls, Bernard Cazeneuve, Jean-Yves Le Drian, aujourd'hui Bruno Le Roux, a été à la hauteur de la gravité de la situation.

Mais cette réponse régalienne dans une République laïque ne peut suffire.

Elle doit s'accompagner d'une réponse sociale, éducative, culturelle, de prévention des phénomènes de radicalisation.

Mon ministère y a pris toute sa part, avec cet objectif principal : qu'il y ait plus d'adultes et des adultes mieux formés auprès des jeunes.

Par le soutien au milieu associatif, au secteur de l'éducation populaire, aux clubs sportifs, à la prévention spécialisée, nous réinvestissons des quartiers où les adolescents étaient trop souvent livrés à eux-mêmes.

Donner un cadre, des référents, occuper le terrain pour en chasser les prêcheurs de haine : voilà le défi qui est devant nous et sur lequel nous avons progressé.

Le second fait politique majeur de notre époque, c'est la montée des populismes.

Les populismes prospèrent parce que les citoyens se sentent dépossédés. Ils ont le sentiment qu'à titre individuel comme à titre collectif, les choses leur échappent.

Parce que le monde est devenu trop vaste, et que les décisions semblent se prendre ailleurs.

Parce que l'Autre est une menace, et qu'il conviendrait de se replier sur un entre-soi rassurant.

Parce que le « système » les écrase, les oublie, les empêche.

Parce qu'une élite gouvernerait dans son seul intérêt.

Ces sentiments, je ne les partage pas, mais je les prends au sérieux. Très au sérieux.

Et mon action de ministre est entièrement dirigée par la volonté de faire refluer ces populismes et les ressorts qui les nourrissent.

En redonnant des perspectives à une jeunesse qui doute, une jeunesse qui se sent négligée.

Des perspectives, ce sont d'abord des perspectives d'emploi. Le chômage des jeunes aura reculé dans ce quinquennat et si j'aurais aimé que cette baisse soit plus forte, cela reste néanmoins un objet de satisfaction.

Je me félicite notamment que nous ayons pu trouver des solutions pour des jeunes particulièrement en difficulté, des jeunes sans diplôme, sans formation.

La garantie « jeunes » a particulièrement permis cela. Elle concerne désormais presque 100 000 jeunes, et a vocation à couvrir les 150 000 à 200 000 personnes éligibles à partir de 2017.

Elle représente une solution pérenne et un espoir tangible pour remédier aux situations critiques des jeunes les plus vulnérables.

Donner des perspectives à la jeunesse, c'est aussi lui donner des occasions de vivre des expériences extra-ordinaires, des expériences qui donnent du sens à la vie.

Deux nous ont semblé répondre à leurs attentes : voyager et s'engager.

Voyager pour découvrir le monde, dans le cadre d'une formation, d'un stage, d'un emploi ou justement d'un engagement.

Nous avons célébré le 8 janvier les 30 ans d'Erasmus ; je crois que le chantier de la mobilité internationale est plus que jamais un chantier d'actualité.

Et puis, il y a donc l'engagement.

Permettre aux jeunes de donner de leur temps pour des grandes causes, des causes qui nous dépassent et nous mobilisent.

Permettre aux jeunes d'exprimer pleinement leur citoyenneté, leur altruisme, car une chose est sûre : ils ont beaucoup à donner, ils ont envie de le faire et les poncifs sur leur prétendu désintérêt pour la chose publique ne sont que des poncifs.

Pour eux, nous avons développé le service civique avec volontarisme : nous accueillons autant de volontaires en 2016 qu'il y en a eu depuis la création du dispositif en 2010, à savoir 100 000. Nous allons même fêter prochainement l'accueil du 200 000ème volontaire SC.

Cette montée en puissance considérable a exigé des efforts financiers, et beaucoup de travail, mais le service civique est une chance pour les jeunes et il est une chance pour la France.

Imaginez en 2017, 150 000 jeunes mettant leur énergie et leur intelligence au service des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants, des malades, de l'environnement, de la culture : c'est une force bienveillante, un mouvement de fraternité qui se déploie sur tout le territoire, dans l'intérêt général.

Nous proposons une éducation, un parcours à l'engagement dont on espère qu'il soit durable et qu'il suscite des engagements tout au long de la vie. D'abord dans le secteur associatif qui est le débouché principal de cette volonté de faire. Et dans la réserve civique que nous avons créé avec la loi Egalité et citoyenneté.

Lutter contre les populismes, c'est redonner des perspectives à la jeunesse, mais c'est aussi assurer l'égalité entre les territoires, de tous les territoires.



Nous avons promu avec Thierry Braillard, un plan exceptionnel de développement des équipements ultramarins cofinancé avec le ministère des outre-mer dans le cadre du dernier Conseil d'administration du CNDS.

Nous avons en France des quartiers qui ont moins d'emploi, moins de services publics, moins de commerces.

A cette spirale du moins, il faut opposer une volonté politique pour rétablir de la justice. Il faut donner plus.

C'est tout l'enjeu de la politique de la ville, qui permet de réhabiliter les logements ; de réimplanter des écoles, des terrains de sport, des équipements culturels, avec à chaque fois les adultes et les éducateurs qui vont avec ; de soutenir les initiatives associatives ; de développer l'activité économique.

Le choix de faire revenir l'Etat dans le tour de table du financement de la rénovation urbaine aux côtés du partenaire Action logement a été un geste fort de ce Gouvernement.

Ces deux faits politiques, le fondamentalisme et le populisme ont un point commun : le mépris des femmes.

Et les révoltes à ces régimes d'oppression viennent toujours des femmes.

A tel point que la condition des femmes et la vitalité de la démocratie sont devenues des causes consubstantielles.

Donald Trump a été investi il y a quelques jours.

Et la réaction n'a pas tardé : des centaines de milliers de femmes américaines ont défilé pour défendre leurs droits.

Nous devons ici aussi, toujours, défendre la condition féminine.

Quand des campagnes ignobles remettent en cause le droit d'IVG ; quand manifestement des femmes sont empêchées de circuler librement dans l'espace public, nous devons poursuivre le combat pour l'égalité.

Permettre aux femmes de pointer les dysfonctionnements de leur quartier dans le cadre de marches exploratoires, c'est mener ce combat. Nous le faisons avec Hélène Geoffroy.

Permettre aux femmes de s'exprimer dans des conseils citoyens paritaires, c'est mener ce combat.

Promouvoir le sport féminin, sur les terrains comme à la télévision, c'est mener ce combat.

Je formule donc ce vœu pour l'année 2017 : que nous participions tous, chacun à son niveau et selon ses responsabilités, à faire advenir l'égalité entre les femmes et les hommes, et à régénérer ainsi notre démocratie.

Ce bilan, c'est le nôtre ; c'est aussi le vôtre.

Hélène Geoffroy, Thierry Braillard et moi-même travaillerons jusqu'à la dernière minute.

D'ailleurs une loi importante, la loi égalité citoyenneté que nous avons porté avec Emmanuelle Cosse sera promulguée cette semaine.

Elle ouvre de nouveaux droits à la jeunesse, de nouvelles perspectives d'engagement, elle renforce les outils de la mixité sociale et de la lutte contre les discriminations.

Mais notre volonté ne vaut que parce qu'elle se mêle à la vôtre.  
Tout ceci n'aura été possible que parce que vous avez été nos  
partenaires fidèles et déterminés.

Soyez-en remerciez, au nom de notre idéal commun, au nom de  
la République.